

DANIEL BENSAÏD

JEAN-MARIE FREYSSAT

Indépendance nationale et internationalisme prolétarien

En juillet 1976, les gouvernements des pays membres de la Communauté économique européenne se sont mis d'accord pour procéder, dès 1978, à l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen ; ce projet a été vivement soutenu par Giscard, Schmidt, Andreotti, Tindemans.

Actuellement, l'Assemblée européenne de Strasbourg est formée de délégués des différents parlements nationaux et ne dispose que de pouvoirs limités. Les décisions importantes sont prises par le Conseil européen, sorte d'exécutif formé par les différents chefs d'Etat et où chacun dispose d'un droit de veto. Pour la première élection du Parlement européen au suffrage universel, chaque Etat national sera libre de choisir son propre mode de scrutin : listes nationales à la proportionnelle ou

formation de grandes circonscriptions sur la base des régions. Ce que reprochent au projet les gaullistes comme Debré, c'est que, dans le premier cas, les députés représenteraient la liste et le parti pour lesquels ils sont élus, dans le deuxième ils représenteraient les électeurs de leur région, mais dans les deux cas la nation ne serait plus représentée comme un tout pour défendre sa souveraineté.

En France, après sa décision du Conseil constitutionnel qui reconnaît la compatibilité de cette élection avec la Constitution en vigueur, Giscard a abandonné l'idée d'un référendum sur le sujet, qu'il avait envisagé en pensant diviser la gauche. Le problème viendra donc directement devant l'Assemblée nationale dès sa session d'avril prochain. Et les élections au Parlement européen devraient normalement intervenir en mai 1978, quelques semaines donc après les législatives, ce qui pourrait d'ailleurs poser quelques problèmes au cas où, en fonction du mode de scrutin retenu, le résultat de cette élection différerait de celui des législatives...

1) Où il est question d'indépendance nationale et de non-alignement

Ce projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel a déjà provoqué un certain remue-ménage dans l'extrême gauche et alentour. Un comité contre cette élection s'est constitué, auquel participent Sartre, Claude Bourdet, Jean-Pierre Vigier, les généraux Binoche et la Bollardière. Dans la lancée, Sartre a publié, sous sa propre signature, dans *le Monde* du 10/2/1977, une lettre ouverte aux militants socialistes qui reprend les termes de l'appel du comité. Dans cet appel, il est dit : « En France, en Italie, comme en Espagne, le pouvoir ne reflète pas ou plus la majorité de l'opinion... Le temps du Traité de Rome est loin, l'Europe des travailleurs une utopie sans fondement dans la réalité... Les soussignés considèrent qu'on ne peut dissocier la lutte pour un avenir socialiste de la défense de l'indépendance nationale des peuples. Ils n'acceptent pas, ils n'accepteront jamais une Europe dominée par l'impérialisme des USA et une RFA qui

revient aux rêves traditionnels de la bourgeoisie pangermaniste... Aucune mesure d'austérité même dite de gauche ne pourra enrayer la décomposition de l'économie si elle ne s'accompagne pas d'un changement d'orientation de la politique étrangère. » Suit une proposition en trois mesures : lutter contre la crise en combattant l'hégémonie germano-américaine, casser le front des pays riches, organiser *de nouveaux circuits économiques autonomes en Méditerranée*. Notons pour le moment que ces lignes d'orientation paraissent assez proches de celles développées par le CERES dans ses thèses sur le *compromis géographique* sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

C'est cet appel que l'Organisation communiste des travailleurs reproduit *in extenso* dans le n° 4 de sa revue théorique *Premier Mai*, en lui apportant son « soutien », et en le définissant comme une *plate-forme démocratique valable*. Enfin, *l'Étincelle*, hebdomadaire de l'OCT, apporte, dans son n° du 13/1/1977, de nouvelles justifications théoriques à cette position : « La question de la direction prolétarienne et des alliances possibles dans la bataille d'aujourd'hui pour l'indépendance nationale se pose d'une façon nouvelle... *Pour les socialistes, l'intégration à l'Europe de Schmidt fait partie de leur stratégie. Elle leur permettrait d'affermir leur puissance face au PCF et de se débarasser plus aisément du Programme commun ou de ce qu'il en reste...* Par-delà le chauvinisme anti-boche, il existe cependant dans les rangs et sur les pourtours du PCF une opposition saine, sur des bases populaires, à tout ce que représente le projet capitaliste européen... L'indépendance nationale ne passe par l'alliance avec une super-puissance contre l'autre, mais elle doit être une indépendance réelle par rapport aux deux super-puissances, même si la lutte prioritaire est tournée dans notre zone contre celle des deux qui nous dominent directement... Dans la phase actuelle, il s'agit de préserver les conditions de rupture en empêchant que les pays capitalistes instables ne soient consolidés, ou plutôt que soit consolidée la domination capitaliste dans ces pays par leur intégration dans un système international solide. »

Il faut souligner à ce propos que la mise en valeur d'une *opposition saine* au projet européen, *sur des bases populaires*

et par delà le chauvinisme anti-boche, sur les pourtours du PCF, n'a rien de fortuit. Elle s'inscrit dans la logique même du manifeste adopté par le congrès de fondation de l'OCT, qui établit une différence qualitative entre le PC et le PS : « Il s'agit dans le cas du PCF d'un courant bourgeois, mais au sein de la classe ouvrière », à la différence du PS qui lui serait extérieur. Ce discret dérapage théorique conduit directement à de moins discrètes complaisances dont l'article de *l'Étincelle* constitue un exemple.

Quant au PSU, il ne juge pas utile de critiquer publiquement les positions de Claude Bourdet, membre de ce parti et candidat à ce titre aux élections municipales sur Paris, lorsqu'il signe l'appel du Comité contre l'élection du Parlement européen et écrit dans *Tribune socialiste* (27/1/1977) : « Pour la gauche, l'indépendance est synonyme de survie... il est clair que si l'on veut changer le régime que nous subissons actuellement en France et en Italie, il faut être certain d'avoir au moins plusieurs années sans supranationalité, le temps de consolider le pouvoir de la gauche à Rome et à Paris. Si ce Parlement est élu, il n'y aura pas de Programme commun, ou bien, très rapidement, il n'y en aura plus. » Déjà, dans les colonnes de *TS* (28/12/1976), Ravenel avait salué l'appel du Comité contre l'élection du Parlement européen comme une initiative positive, en expliquant que l'opposition absolue du PSU à l'élection du Parlement européen « est évidemment inséparable de la remise en cause des blocs — que le projet de Parlement veut en réalité renforcer — dans une perspective de non-alignement et de liens nouveaux avec les pays du tiers-monde. »

Que l'élection au suffrage universel du Parlement européen vise à constituer une légalité supranationale, susceptible d'offrir à la bourgeoisie européenne un rempart supplémentaire contre une montée révolutionnaire dans l'un ou plusieurs pays européens, c'est indéniable. Que les institutions européennes renforcent et prolongent l'Alliance atlantique, c'est aussi vrai. Mais, à ne retenir que ce côté, bien réel, mais unilatéral, du problème, sans partir des processus sociaux économiques de fond, conduit, sous prétexte de parer au plus pressé, à se tromper lourdement sur les tâches. En ce qui nous concerne, nous dénonçons l'instrument que pourrait

constituer le Parlement européen, mais nous ne menons pas cette lutte à reculons, au nom de la défense ou de la reconquête de « l'indépendance nationale ».

2) Rappel de méthode

On trouve un exposé de méthode qui n'a guère vieilli dans le chapitre 9 de la *Réponse socialiste au défi américain* (1), consacré à l'« avenir des institutions supranationales de la CEE » : « L'avenir des institutions supranationales dépend, finalement, du niveau qu'aura atteint le processus d'interpénétration internationale des capitaux... Tant que nous nous trouvons dans un cycle long à tendance fondamentalement expansionniste, la fonction économique essentielle de l'Etat bourgeois, c'est sa fonction classique d'assurer cette expansion en créant un volume suffisant de monnaie et de crédit et en se chargeant des dépenses d'infrastructure... Il n'est pas absolument indispensable dans une conjoncture de croissance d'aller plus loin, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas encore pour le grand capital d'une question de vie ou de mort...

« Mais que ce cycle long à tendance expansionniste vienne à se transformer en cycle long avec tendance à la stagnation économique ; que les taux de croissance annuels se mettent à baisser ; que des récessions partielles viennent à se multiplier dans les pays de la CEE — signe avant-coureur d'une récession généralisée — et alors le grand capital mettra l'Etat bourgeois en présence d'exigences bien plus grandes. Ce seront alors les mesures anticycliques, ou, plus précisément les mesures destinées à prévenir les crises qui prendront le pas sur les autres...

« L'impossibilité de mener une politique anticrise efficace dans le seul cadre national, dès lors que l'intégration économique au sein de la CEE a dépassé un certain stade et que l'interpénétration des capitaux a atteint un certain degré, découle manifestement de l'impossibilité de pratiquer à l'échelon national une politique tendant à accroître la demande glo-

(1) Ernest Mandel. Ed. Maspéro. 1968.

bale, à augmenter le volume de monnaie, pour permettre aux grands trusts européens de maintenir leurs profits, de ne pas comprimer l'emploi trop brutalement, de continuer à vendre la plus grande part de leur production courante. Une telle politique réclamerait des mesures à l'échelle de la CEE dans son ensemble...

« L'heure de la vérité sonnera pour la CEE quand s'abattra sur l'Europe capitaliste une récession généralisée. Ce sera l'épreuve décisive du marché commun. Ou bien, la pression du grand capital internationalisé sera assez forte pour obliger les gouvernements à faire des concessions importantes sur le plan fiscal, financier et monétaire... Ou bien on ne peut vaincre la résistance des milieux capitalistes qui continuent à prôner la souveraineté nationale en matière de fiscalité, de finance et de monnaie... »

Ce texte d'Ernest Mandel de 1968-69. Il en a repris la démarche, plusieurs années après, dans certains passages du *Troisième âge du capitalisme*, dont l'édition française a été revue en 1976 :

« La centralisation internationale du capital peut s'accompagner d'un recul progressif du pouvoir de certains Etats nationaux ougeois et de la mise en place d'un nouveau pouvoir d'Etat bourgeois fédéral et supranational. Cette variante, qui est possible, voire probable, du moins pour la CEE en Europe occidentale (avec ou sans la Grande-Bretagne), correspond à la deuxième forme de centralisation internationale du capital, celle de l'interpénétration internationale des capitaux sans prédominance d'un groupe particulier de capitaux nationaux. De même qu'on ne constate aucune hégémonie « nationale » au sein de grandes firmes multinationales nées d'une telle interpénétration internationale des capitaux, la forme d'Etat conforme à cette forme d'internationalisation du capital ne peut être ni la prééminence d'un seul Etat bourgeois sur les autres, ni la confédération lâche d'Etats nationaux souverains, mais seulement un Etat fédéral supranational, caractérisé par le transfert de droits souverains décisifs. (...) »

(...) « La pression croissante exercée en faveur d'un Etat impérialiste supranational en Europe occidentale — pour autant que la centralisation internationale du capital prenne

effectivement la forme dominante d'interpénétration européenne des capitaux sans hégémonie d'une classe bourgeoise nationale — naît justement de la fonction économique immédiate de l'Etat dans le troisième âge du capitalisme. La programmation économique dans le cadre de l'Etat national et l'interpénétration internationale des capitaux ne se laissent pas concilier à la longue. Ou bien la première fera reculer la seconde, surtout en période de crise et de récession, ou bien la seconde mettra sur pied une programmation économique internationale qui lui est adéquate.

« Le problème se précise si l'on aborde la politique économique anticyclique, c'est-à-dire la lutte contre les crises et les récessions adaptée aux intérêts des firmes multinationales, qui n'est réalisable qu'au niveau international et non plus national. Les instruments d'une politique anticyclique résident dans la politique monétaire et de crédit, la politique budgétaire, commerciale et fiscale. Une politique anticyclique adaptée aux intérêts de trusts résultant d'une interpénétration internationale des capitaux réclame une monnaie européenne unique et une politique européenne unifiée en matière de crédit, de budget et d'impôt (la politique commerciale commune est déjà une réalité dans le cas de la CEE). Mais une monnaie, une politique budgétaire et fiscale, et une politique de travaux publics communes sont à la longue impossibles sans un gouvernement fédéral disposant de ressources financières autonomes, et sans la garantie d'un pouvoir exécutif de répression, c'est-à-dire sans un Etat commun. De grandes firmes multinationales réclament aussi, soit dit en passant, un marché international des capitaux, qui remet de plus en plus en question la survie des monnaies, de politiques de crédit, et de politiques budgétaires et fiscales nationales autonomes. (...)

« Il est clair qu'en cette nouvelle phase de concurrence aiguë, les firmes multinationales américaines jouissent de deux avantages décisifs par rapport à leurs concurrents : elles disposent en moyenne d'une masse de capital bien plus considérable (trois à quatre fois plus que leur concurrent le plus important) et d'un Etat bien plus puissant. Les concurrents européens et japonais de ces firmes n'ont une chance de survivre comme formations indépendantes que s'ils engagent de leur côté un processus international de fusion, s'ils atteignent

une masse de capitaux et des capacités de production d'un ordre de grandeur équivalent à celles de leurs principaux concurrents US, et s'ils mettent sur pied, au moins en Europe de l'Ouest, un Etat fédéral qui contrebalance politiquement et militairement les USA. La façon dont la CEE traversera les prochaines récessions décidera probablement de la possibilité ou de l'impossibilité d'une super-puissance européenne indépendante, c'est-à-dire de l'impossibilité ou de la possibilité de réalisation d'un super-impérialisme US. » (Ed. UGE, pp.247, 248, 249, 250, 251, 268, 269.)

Les épreuves de la grande récession de 1974-75 n'ont pas suffi à trancher l'alternative tracée par Mandel entre la régression vers le protectionnisme des Etats nationaux et de nouveaux pas vers la constitution d'un pouvoir politique du capital européen. Le début des années 1970, au moment où était défini un projet d'Union économique et monétaire européenne pour l'horizon 1980, avait vu se développer des frictions entre la CEE et les USA. En 1971, le comité pour le développement économique (CED) américain publiait un rapport de récriminations contre les conditions monétaires et commerciales en Europe. En avril 1973, définissant le projet d'une nouvelle charte atlantique, Kissinger rappelait énergiquement : « *Les Etats-Unis ont des intérêts et des responsabilités à l'échelle mondiale, nos alliés ont des intérêts régionaux... L'autonomie de l'Europe n'est pas une fin en soi.* » Et il revenait sur ce thème en décembre de la même année, dans un discours prononcé à Londres : « *L'unité de l'Europe ne doit pas se faire aux dépens de la communauté atlantique... Nous présenter les décisions d'une Europe en train de s'unir comme des faits accomplis non soumis à une discussion réelle est étranger à la tradition des relations entre l'Europe et les USA.* » Début mars 1974, François-Xavier Ortoli, président de la commission européenne, reconnaissait dans une allocution devant l'association américano-belge de Bruxelles l'existence de ces tensions et une dégradation des rapports qu'il imputait aux répercussions de la crise de l'énergie.

Depuis, l'évolution politique des rapports de forces a atteint un palier et l'autorité américaine s'est même trouvée temporairement renforcée, grâce aux conséquences de la crise du pétrole, encore que de façon contradictoire (dans la mesure

où intervenaient en même temps de lourdes défaites pour l'impérialisme en Indochine et en Angola). Plutôt que d'un renforcement absolu de l'hégémonie américaine, il faudrait donc parler d'un piétinement et d'une impasse de la CEE.

« *Les succès de la Communauté européenne sont des succès latéraux. Les objectifs centraux, au premier rang desquels l'effort de rapprochement des économies des pays membres, n'ont pas été atteints.* » Ce bilan global tiré par Ortolini de ses quatre années de présidence de la commission européenne, à partir de 1973, s'applique particulièrement à la dernière année de son mandat.

Le programme de relance de l'Union économique a été ajourné. La réunion du 28 novembre à La Haye a renoncé à rétablir une stabilité monétaire quelconque avant la fin 1977 ; elle a également enregistré l'impasse d'un projet énergétique commun. Les seuls sujets de satisfaction à ce propos pour les gouvernements de pays membres résident dans le fait que, malgré certaines dérogations en faveur de l'Italie, l'Union douanière ait résisté, que l'accord du 6 mars 1976 sur une nouvelle grille des prix ait offert un nouveau sursis à l'Europe verte et qu'on soit parvenu à « un plan anticrise commun » sur l'acier. C'est donc à juste titre que le commentateur du *Monde*, Philippe Lemaître, parle de *communauté réduite aux acquêts*.

En définitive, la seule innovation réelle de l'année écoulée réside dans la relance des institutions européennes et notamment dans le projet d'élection du Parlement européen, avec des scrutins disparates et à condition que l'Assemblée française et la Chambre des communes britannique le ratifient d'ici là.

3) L'évolution des rapports interimpérialistes

Mais l'important demeure que, tout au long de cette période, les contradictions définies par Mandel n'ont été ni dénouées ni dépassées par l'évolution des rapports de forces interimpérialistes.

Quant au fond, on peut dire que le déclin relatif de l'hégémonie américaine s'est poursuivie ces dernières années :

— Entre 1970 et 1975, le mark s'est réapprécié de 48 %

par rapport au dollar, le florin de 43 %, le franc belge de 35 %, le franc français de 29 %, le yen de 21 %. Dans la même période, le salaire horaire moyen est passé de 4,20 dollars aux USA à 6,22, alors qu'il passait de 2,32 à 6,19 en RFA, de 1,74 à 4,52 en Italie, de 2,08 à 6,46 en Belgique, de 2,93 à 7,12 en Suède !

— Entre 1950 et 1965, la productivité moyenne du travail a augmenté de 2,6 par an aux USA, alors qu'elle augmentait de 4 % par an en Europe occidentale et de 6,8 % au Japon. Entre 1965 et 1969, elle augmentait encore de 1,7 % par an aux USA contre 4,5 % en Europe et 10,6 % au Japon. Dans les années 1973/1974, la productivité moyenne du travail cessa même de croître aux Etats-Unis.

— Dès 1974 (numéro du 6 septembre), l'hebdomadaire patronal français *Entreprise* s'interrogeait sur la structure et l'évolution des investissements : « *Comment vont évoluer les investissements ? En 1973, les investissements étrangers aux Etats-Unis, qu'ils soient directs ou en portefeuille ont nettement augmenté (+ 30,2 % pour le Canada, + 20,2 % pour la Grande-Bretagne, + 15 % pour les Pays-Bas, + 13,8 % pour le Japon)*. Le niveau du cours de valeurs américaines, les deux dévaluations successives du dollar, la moindre dépendance énergétique des Américains ont constitué autant d'encouragements pour les investisseurs étrangers. Au contraire, on a constaté une certaine stabilisation des investissements américains à l'étranger. Est-ce que les investissements étrangers vont continuer sur leur lancée ? En dépit des incertitudes liées notamment à la crise de l'énergie, on peut raisonnablement penser que les investissements étrangers aux Etats-Unis continueront à s'accroître. Les investissements américains seront quant à eux largement conditionnés par la croissance économique des principaux pays, par le rythme de l'inflation aux Etats-Unis et à l'étranger, par le développement des échanges internationaux et enfin par l'évolution des réglementations gouvernementales sur les investissements étrangers. »

Cette question des investissements croisés est toujours délicate à démêler, tant est touffu le jeu des mesures financières. Dans la première partie de son livre sur *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Poulantzas a ainsi

critiqué la thèse de Mandel sur le déclin relatif de l'impérialisme US, en faisant valoir la différence entre les investissements direct (qui assurent un contrôle effectif sur le processus productif) et la détention de valeurs en portefeuille. L'importance respective des secteurs et des branches qui bénéficient de l'investissement (branches de pointe ou non), etc. Ainsi, le même article de la revue *Entreprise* évaluait en 1972 les avoirs à long terme privés américains à l'étranger à 128 milliards de dollars, dont 70 % (soit 94 milliards) en investissements directs et 30 % en portefeuilles. Les avoirs étrangers aux Etats-Unis, à l'exclusion des obligations d'Etat, étaient alors évalués à 60 milliards, dont seulement 14,5 milliards d'investissements directs. Mais l'affaire se complique encore quand on sait qu'un investissement étranger est considéré comme direct aux USA si l'étranger détient au moins 25 % des parts ou d'un intérêt équivalent dans la firme, alors qu'un investissement américain à l'étranger est considéré comme direct à partir de 10 % seulement de participation américaine dans la firme, petit détail que Poulantzas omet de relever.

Ce qu'il importe donc de dégager, c'est la tendance générale. Et, de ce point de vue, il ne fait aucun doute que l'année 1976 est venue confirmer le recul global des investissements américains dans le monde, progressivement relayés par des investissements allemands et japonais, notamment. En 1976, les multinationales américaines ont moins investi à l'étranger : les investissements US n'ont augmenté que de 2 % pour l'année, soit, compte tenu de la dépréciation du dollar, une baisse réelle de 10 %. En Europe, s'est même amorcé un courant de désinvestissement des multinationales : Good Year, White Motor, Union Carbide, American Motors, Eaton, Chrysler, Singer, Westinghouse, General Foods liquident une part de leurs implantations sur le continent. En revanche, la pénétration du capital étranger en RFA se ralentit. Si les Etats-Unis gardent une position dominante sur neuf catégories de produits manufacturés, l'Allemagne de l'Ouest a acquis une position dominante au niveau du commerce international sur six autres catégories : automobiles, génératrices électriques, matières plastiques, produits pharmaceutiques, machines-outils, articles manufacturés en métal. S'il est

vrai que certains de ces secteurs englobent des entreprises allemandes sous contrôle américain, dans l'automobile par exemple, il faut aussi savoir que les Allemands ont lancé une entreprise de germanisation du capital en procédant au rachat massif d'actifs américains sur leur propre sol (dans la chimie notamment), dans le même temps où ils cherchent à s'implanter directement sur le marché américain (Volkswagen). Quant au capitalisme japonais, la part du contrôle américain y est minime, inférieure à 3 %, alors qu'elle représente en France 25 % de la production industrielle : or, il a acquis une position dominante sur quatre catégories importantes de produits manufacturés : navires, fer et acier, radios et télévisions, fils textiles et tissus.

Globalement, il faut encore noter que *la part des Etats-Unis dans le total de la production des sept pays les plus riches diminue sensiblement, de 64 % en 1955 à 46 % en 1974* ; dans le même temps, la part allemande passe de 7,2 % à 12,8 % et celle du Japon de 3,7 % à 15 %. On assiste à un accroissement spectaculaire de la part des profits réalisés à l'étranger dans les profits totaux des trusts européens. Dans le n° spécial 61/62 d'*Inprecor*, Mandel souligne cette tendance générale : « *Alors qu'au cours des années 1950 et 1960, le protectionnisme modéré de la CEE et les coûts salariaux élevés aux Etats-Unis amenèrent les multinationales d'origine américaine à déplacer des centres de production vers l'Europe occidentale, le protectionnisme croissant des Etats-Unis ainsi que les coûts salariaux surélevés en Europe (notamment du fait de la modification du taux des changes) incitent les multinationales américaines à réduire leurs activités en Europe. Les initiatives les plus spectaculaires à ce propos ont été prises par Volkswagen, Michelin, Fiat, Saint-Gobain, en construisant ou en achetant d'importantes usines aux Etats-Unis. Comme nous l'avions souvent souligné, l'appréciation des monnaies européennes et du yen par rapport au dollar, si elle favorise les exportations américaines par rapport aux exportations européennes et japonaises, favorise également l'achat d'usines et de terrains aux USA par les capitalistes européens et japonais. En fait, pour investir cent millions de dollars aux Etats-Unis, un trust allemand ou suisse dépense aujourd'hui 50 % de moins en marks ou*

francs suisses qu'en 1970. Les succursales de multinationales européennes ou japonaises aux USA prennent déjà 24 % de toutes les exportations américaines pour leur compte. Au total, les investissements directs à l'étranger de l'Allemagne occidentale et du Japon se sont multipliés par sept depuis dix ans. »

S'il est vrai que la longue phase d'expansion capitaliste qui a suivi la Seconde Guerre mondiale s'est achevée à la fin des années 1960, et que nous sommes entrés dans un cycle déclinant où les récessions sont de plus en plus rapprochées et synchronisées, où le chômage devient structurel, où la concurrence internationale s'aggrave, le rôle de l'Etat comme support des grands monopoles et garant des surprofits monopolistiques réapparaît dans toute sa clarté. « *Dans ces conditions, constate Mandel, la puissance relative de l'Etat américain et la capacité d'intervention rapide de l'Etat, déjà moins puissant, de l'impérialisme japonais, contrastent de manière douloureuse pour les monopoles ouest-européens, avec l'impuissance des structures pré-étatiques de la CEE et avec la faiblesse insigne des Etats nationaux ouest-européens* » (*In-precor* 61/62). Plus les échéances décisives approchent, plus la concurrence est serrée, plus la nécessité de parler d'une seule voix, de disposer d'un Etat jouissant de l'autorité politique nécessaire pour imposer ses conditions dans les négociations commerciales se fait sentir pour les capitalistes européens. En janvier 1977, l'assemblée générale du CNPF déploirait que *l'Europe soit une véritable passoire* pour les produits en provenance des USA, du Japon ou des pays de l'Est, alors que les producteurs américains bénéficient de solides protections douanières. Jacques Ferry, président de la commission de politique économique générale, suggérerait même pour l'Europe, un Trade Act protectionniste à l'américaine, faute de quoi la France pourrait être amenée à invoquer des clauses de sauvegarde pour protéger les secteurs les plus malmenés par la concurrence (machine-outil, textile, chaussure..) (1).

Quelques semaines plus tard, le 9 février, le quotidien patronal *les Echos*, commentant dans un éditorial l'escarmouche avec le Japon au sujet des exportations de roulements

(1) *Le Monde* du 18/1/1977

à billes et de constructions navales, mettait à son tour l'accent sur la nécessité de *coordonner les efforts européens* : « *Le conflit nippon-européen le confirme. Le sommet du printemps prochain sera un rendez-vous redoutable pour l'avenir économique mondial. Le protectionnisme, cette antichambre des guerres commerciales, menace à nouveau. Le monde occidental n'en est pas à sa première alerte. Depuis la grande secousse pétrolière de 1973, tous les pays ont tenté plus ou moins discrètement de protéger leurs balances des paiements et leurs espoirs de croissance. Importer moins, exporter plus, cette devise a vite tourné à l'obsession. Il aura fallu l'effort conjugué des principales puissances occidentales pour éviter le pire. Parviendra-t-on cette fois-ci encore à exorciser les vieux démons ? Après le véritable coup de semonce de l'Europe au Japon, le salut de l'équilibre commercial et politique mondial dépend de la capacité de l'Occident à coordonner ses efforts.* »

Pour l'Europe du capital et des patrons, la croisée des chemins, entre de nouveaux pas vers la construction d'un Etat européen et le retour à une Europe en miettes du sauve-qui-peut, est en vue. C'est donc dans ce cadre, autant et plus que comme une simple manœuvre politique et électorale, qu'il faut traiter le projet d'élection du Parlement européen. Et c'est bien dans ce cadre que le rapport, présenté en décembre 1975 par Léo Tindemans au Conseil européen, situait la relance institutionnelle de l'Europe.

4) Le plaidoyer pour un Etat européen.

Le rapport Tindemans part, en effet, du constat de crise de la Communauté européenne et du démembrement qui la menace : « *Nous sommes entrés dans une crise qui nous fait subir des taux d'inflation et de chômage que la génération actuelle n'avait jamais connus. Rien d'étonnant alors à ce que la Communauté s'effrite sous la renaissance, partout sensible, de préoccupations étroitement nationales. D'autant que cette communauté, dans son état actuel, est déséquilibrée : dans certains domaines, des compétences importantes lui ont été transférées ; dans d'autres, rien ou presque rien n'a été fait. Et cela souvent parce que nos Etats étaient trop faibles pour entreprendre de nouveaux efforts : la fragilité de l'Europe n'est-elle pas aussi le reflet de l'impuissance de nos Etats ?*

Un édifice inachevé ne peut pas défier le temps : il doit être complété, sinon il s'écroule. C'est aujourd'hui l'acquis communautaire qui est en question. » C'est à partir de là qu'il propose un renforcement de la politique commune sur le plan :

— Militaire, en demandant que la sécurité ne soit pas laissée à l'écart de l'Union européenne, et que soit envisagée « la création d'une agence européenne d'armement ».

— Monétaire : « Le Fonds européen de coopération monétaire devrait graduellement être chargé de la politique d'intervention du serpent vis-à-vis du dollar. La consolidation du serpent permettra à la Communauté de participer comme telle aux négociations financières internationales... C'est, me semble-t-il, sur la base de ces considérations qu'il faut reprendre l'examen des problèmes liés à la création d'une Union économique et monétaire. Le rapport Werner, adopté par le conseil, a indiqué les problèmes qui se posaient et les solutions qui doivent être envisagées. Il doit continuer à inspirer nos débats, en même temps que les idées qui sont émises depuis son adoption. Je songe en particulier à différentes propositions tendant à la création d'une monnaie européenne, ce qui aurait à l'évidence une signification politique et psychologique considérable. »

— Social : « ...L'union doit définir des normes applicables dans tous nos Etats en matière de salaires, de pension, de sécurité sociale, de conditions de travail, en apportant une attention spéciale aux problèmes que pose le travail féminin. »

— Enfin, et c'est le centre et la conclusion du rapport, institutionnelle : « Le renforcement du mécanisme institutionnel est d'autant plus nécessaire que les tâches des institutions s'annoncent difficiles. La Communauté européenne a intégré des marchés. L'Union européenne doit intégrer des politiques. La mutation qualitative que cette évolution exige tient au processus de décision, c'est-à-dire aux institutions. En effet, le retour à des pratiques de coopération intergouvernementales n'apporte aucune solution aux problèmes de l'Europe. Elles tendent à souligner les différences de puissance et d'intérêt entre nos Etats et ne répondent pas aux exigences communes. C'est bien un appareil institutionnel commun qui doit être renforcé... L'élection du Parlement au suffrage direct donne à

cette assemblée une autorité politique nouvelle... L'autorité du Parlement aura pour conséquence un accroissement de ses compétences qui se réalisera graduellement au cours du développement progressif de l'Union européenne et qui se traduira notamment par l'exercice croissant d'une fonction législative. » C'est cette élection qui se trouve aujourd'hui décidée.

Il faut donc bien comprendre et combattre cette décision d'un double point de vue.

Certes, comme la tentative de fonder une légitimité supranationale qui puisse devenir une camisole européenne supplémentaire pour les partis réformistes d'Europe du Sud déjà confits de légalisme et de respect des institutions bourgeoises établies. C'est bien ainsi en tout cas que l'entend le quotidien clérical *la Croix* : « *Les perspectives politiques changeraient pour l'Italie si ce pays faisait figure de région dans un ensemble politique européen suffisamment structuré ou le Parti communiste italien serait intégré selon son orientation actuelle. L'alternance au pouvoir serait sans doute possible à ce plan régional sans susciter en Italie et ailleurs des craintes et des réactions périlleuses.* » (20 décembre 1975.)

Mais aussi comme un besoin pour le capital européen confronté à la crise d'unifier ses moyens d'intervention économiques, monétaires, mais aussi policiers (ainsi que l'ont déjà montré les accords antiterroristes ratifiés par le Parlement européen de Strasbourg).

6) Les réformistes face à l'Europe.

Face au projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel, les réactions du PCF et du Parti socialiste sont différentes, sans toutefois déboucher, dans l'état actuel du débat, sur des divergences inconciliables.

Le PS, en ce qui le concerne, n'a pas eu à ce sujet de grave problème de conscience, au point que Giscard pouvait espérer un vote positif de sa part en cas de référendum sur la question. Il y a belle lurette en effet que certains membres ou alliés du PS, comme Bergeron, Ventejol, Jacques Piette ou Fred Zeller côtoient les Debatisse, Gingembre et Olivier Giscard d'Estaing dans un Comité national de soutien pour l'élection directe du Parlement européen. Le congrès de Bagnolet a explicitement adopté une position favorable à cette

élection. Aux journées d'études de l'ISER, en mars 1976, Jean-Pierre Cot a présenté un rapport sur *les travailleurs et les institutions européennes*, dans lequel il dit : « *Dès l'origine, on a opposé l'Europe des travailleurs à l'Europe du capital. Europe des travailleurs, la formule est belle, mais elle peut masquer deux démissions opposées...* » Et Cot de combattre la démission nationaliste, le repli sur l'hexagone, qui renverrait dans un avenir lointain et utopique l'Europe des travailleurs, comme la démission supranationaliste qui fondrait la construction européenne dans une vaste zone atlantique de libre-échange *sans autonomie propre et sans résistance*. C'est en fonction de cette démarche qu'il demande une démocratisation des institutions européennes en insistant sur le fait qu'elles sont pour les représentants des travailleurs *une source d'information précieuse* et qu'ils peuvent en infléchir la politique. Les thèses du CERES sur le compromis géographique n'entrent pas en contradiction frontale avec les positions majoritaires du PS.

Pour l'heure, le PCF reste assez discret sur le problème : c'est peut-être qu'il prépare un ajustement non moins discret, et plus conforme aux thèses du XXII^e Congrès. Déjà, par le Programme commun, il s'engage « *à participer à la construction de la CEE, à ses institutions « à ses politiques communes.* » Depuis le premier accommodement de l'URSS qui nuançait, en 1962, sa position vis-à-vis de la CEE par un article d'Arzoumanian qui fit alors grand bruit, jusqu'à son entrée au Parlement de Strasbourg, la politique européenne du PCF a largement évolué : elle emboîte le pas à la trajectoire du PC italien et se sépare de plus en plus de la position plus traditionnellement pro-soviétique des PC belge ou ouest-allemand. En effet, dès février 1976, dans un article de *l'Unité*, Mitterrand faisait état d'une déclaration jamais démentie de la communiste italienne, Nilde Iotti, alors vice-présidente de la Chambre des députés : « *Le problème central pour l'unification de l'Europe, c'est l'élection du Parlement européen qui doit se dérouler au suffrage universel, à la proportionnelle, et conduire à de nouveaux pouvoirs législatifs.* » (20 février 1976.) Dans la même logique, un document, publié en mars 1976 par la direction du PCI pour réclamer des mesures d'urgence contre la crise, demandait que

« L'Italie intervient auprès de la Communauté économique européenne pour affronter d'une manière coordonnée la crise monétaire, et pour réagir aux pressions politiques et économiques des Etats-Unis ». Enfin, dans une interview à la revue socialiste Faire (mai 1976), Giancarlo Pajetta proposait de donner plus de pouvoirs au Parlement européen « en établissant des liaisons continues avec les organisations syndicales et professionnelles ».

Il faut, sans aucun doute, rapprocher ces positions *en fleche* du PC italien des déclarations de son secrétaire général, Berlinguer, à la veille des élections du 20 juin 1976. Répondant à un journaliste du *Corriere della Sera*, qui lui demandait s'il se sentait plus tranquille dans « l'aire occidentale », il disait alors : *« Je pense que l'Italie n'appartenant pas au pacte de Varsovie, nous avons la certitude absolue de pouvoir procéder sans aucun conditionnement sur la voie italienne au socialisme... C'est aussi pour cela que je veux que l'Italie ne sorte pas du pacte Atlantique, et pas seulement parce que notre sortie bouleverserait l'équilibre international. Je me sens plus sûr étant de ce côté. Même si je vois que de ce côté aussi existent de sérieuses tentatives pour limiter notre autonomie. »* On aurait pu croire alors à une surenchère pré-électorale sans lendemain. Mais quelques mois plus tard, en août 1976, Santiago Carrillo répondait comme en écho à un journaliste du *New York Times* qui l'interrogeait : *« Ce n'est que lorsque les Russes retireraient leurs installations de Tchécoslovaque par exemple, que les Américains devraient retirer les leurs d'Espagne. L'OTAN doit changer dans un sens politique, non en tant qu'organisation de défense de l'Occident. »*

Si les partis socialistes et communistes d'Europe s'acheminent vers une acceptation du Parlement européen et une participation à ses institutions, les uns et les autres gardent encore le plus grand mal à homogénéiser réellement leurs positions. Alors que Callaghan s'est formellement engagé à faire participer la Grande-Bretagne aux élections du printemps 1978, le congrès de Blackpool du Parti travailliste s'est encore prononcé à une nette majorité contre l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen. La réunion d'Elseleur, en janvier 1976, de l'Union des partis sociaux-démocrates de la Communauté a constitué quatre commissions,

sur l'économie (présidée par Rocard), la politique sociale, la politique extérieure, la démocratie et les institutions, qui ne rendront leurs résultats qu'au printemps prochain. Mais, d'ores et déjà, les questions litigieuses, comme les nationalisations et la planification, sont nombreuses. La réunion de Madrid entre Marchais, Berlinguer et Carrillo a marqué un nouveau pas en avant dans l'harmonisation de la politique des PC de masse en Europe du Sud : mais pour eux aussi, et plus encore, des points de friction subsistent, et la nécessité de composer avec les PC européens, comme celui de Cunhal, qui demeurent plus étroitement liés à la diplomatie du Kremlin.

Il est même assez croustillant de voir un parti communiste sans Internationale, et depuis longtemps en rupture d'internationalisme, le PCF, s'indigner dans une de ses revues théoriques, des coordinations européennes dont se dotent le plus en plus sociaux-démocrates et démocrates chrétiens : « Ainsi, conclut l'auteur de l'article, Gérard Streiff, *la logique de cette entreprise conduit à une situation proprement scandaleuse : des ministres français (Lecanuet, Barrot...) se retrouvent membres de partis étrangers dont la politique est fixée à l'étranger, et plus précisément à Bonn. On peut remarquer que chaque fois que des structures supranationales se sont mises en place, elles le furent sous l'impulsion de formations politiques ouest-allemandes, qu'il s'agisse du SPD d'Helmut Schmidt, du Parti libéral de M. Genscher, ou de l'inquiétante CDU-CSU de Strauss.* » (Cahiers du communisme, octobre 1976, p. 97.)

7) La riposte internationaliste au défi européen

Nous combattons donc l'élection du Parlement européen dans la mesure même où nous combattons la constitution d'un Etat bourgeois européen, où nous luttons pour le retrait du pacte Atlantique et le démantèlement de l'OTAN. Nous ne menons pas ce combat au nom de la préservation ou de la restauration de « l'indépendance nationale ». Mais nous ne perdons jamais de vue le fondement de classe qui nous guide, contre l'exploitation capitaliste du prolétariat par leurs patrons nationaux comme par les multinationales, contre la

répression des travailleurs par les polices et les armées nationales ou par la collaboration policière européenne (dans le cadre du Parlement européen ou par la coopération bilatérale — accords entre les services de Ponia et la police espagnole.) Qu'il y ait rivalité ou conflit entre une Europe germano-américaine et une France « indépendante », ou entre une Europe « européenne » et les USA, ou entre la France capitaliste et l'Allemagne capitaliste, dans tous les cas, il s'agit de conflits inter-impérialistes, entre impérialismes dominants et entre impérialismes dominants et secondaires. Les travailleurs n'ont rien à gagner à défendre un impérialisme contre un autre. Dans un pays capitaliste avancé, la lutte au nom de l'indépendance nationale ne peut aboutir qu'à mettre les travailleurs à la remorque de leurs propres exploiters. De même que tout soutien aux projets européens actuels ne pourrait que conduire le prolétariat à se solidariser avec les fractions de la bourgeoisie porteuse de ces projets.

C'est pourquoi, nous partageons pleinement les conclusions d'Ernest Mandel : *« Les résultats de l'accentuation des luttes de classes dans les années à venir contribueront de leur côté à déterminer la forme et le rythme de la centralisation internationale du capital. Plus la lutte de classes, allant au-delà des pures questions de répartition du revenu national, remet en question le pouvoir de décision sur les moyens de production, c'est-à-dire les rapports de production capitalistes, et plus la position de la classe ouvrière à l'égard de l'ensemble des variantes de la centralisation internationale du capital deviendra indépendante, plus elle abandonnera la voie de la politique du moindre mal et affirmera au milieu des controverses entre hégémonie US, « communauté atlantique », Etat fédéral européen en tant que super-puissance impérialiste, ou maintien du morcellement de l'Europe entre Etats bourgeois « souverains », son propre point de vue de classe : les Etats-Unis socialistes d'Europe. »* (Troisième âge du capitalisme, éd. UGE tome 2, p. 277.)

L'internationalisation de la lutte pour la révolution prolétarienne est la seule réponse de fond au processus d'internationalisation du capital et de son pouvoir.

Cette démarche diffère fondamentalement de celle qu'esquisse par exemple Poulantzas dans son petit livre sur *la*

Crise des dictatures (Maspero). Il y met en œuvre une méthode qui part du postulat du maintien, voire du renforcement, de l'hégémonie américaine, pour analyser les degrés et les formes variables de dépendance des différents pays ou ensembles envers cet impérialisme dominant. Cette dépendance prendrait pour les pays capitalistes de la Communauté européenne la forme d'un « *accroissement prodigieux des investissements directs américains* (p. 28) » Nous avons déjà vu ce qu'il y avait de hasardeux ou d'erroné dans une affirmation aussi préemptoire. Il faut maintenant en relever les conséquences politiques graves. En effet, Poulantzas établit, dans le cas des dictatures (Grèce, Portugal, Espagne), une distinction entre une bourgeoisie compradore qui serait organiquement liée aux intérêts impérialistes dominants, et une bourgeoisie « *intérieure* » en lutte pour préserver son indépendance. Cette bourgeoisie « *intérieure* » trouverait l'une de ses formes d'expression politique à travers la social-démocratie : « *La bourgeoisie intérieure n'est pas non plus absente des partis politiques représentés au sein de l'actuel gouvernement portugais. Le Parti socialiste tout d'abord : l'aile la plus importante de ce parti, celle de Mario Soares, très dépendante du SPD allemand, penche fortement vers une politique social-démocrate de droite à la Willy Brandt...* (p. 66). » Les demandes d'accès à la Communauté européenne, émanant du gouvernement grec de Caramanlis, de Mario Soares, ou des milieux dirigeants de l'Espagne post-franquiste marqueraient une convergence embryonnaire entre les bourgeoisies intérieures, qui pourrait déboucher alors sur une Europe européenne alternative à l'Europe atlantiste des Lecanuet...

On voit très bien comment cette hypothèse de la bourgeoisie intérieure, qui n'est pas si éloignée de la thèse du PCF sur la bourgeoisie non monopolistique, qui transforme les PME et les trust non apatrides en alliés potentiels de travailleurs, peut conduire directement à des pactes de collaboration de classes au nom d'une idéologie patriotique remise au goût du jour. Poulantzas n'écrit-il pas dans un numéro récent de la revue du CERES, *Repères* (janvier 1977) : « *Chirac essaie de récupérer actuellement la résurgence positive de l'idéologie anti-impérialistes nationalistes des masses populaires... On doit se débarrasser d'un préjugé négatif, a priori, à*

l'égard de l'idéologie nationaliste... Ce qu'il faut éviter, c'est de dire : laissons Chirac développer son idéologie nationaliste sans le contrer sur ce terrain-là... Il faut, d'ores et déjà, défendre la France contre les multinationales et attaquer le double jeu de Chirac... »

Eh bien, non, pour nous, le contre ne se situe pas sur ce terrain-là. Les généralités auxquelles s'en tiennent prudemment les auteurs comme Poulantzas leur évite de mettre leur démarche générale à l'épreuve de la pratique, c'est-à-dire, à l'épreuve de la lutte des classes. Que veut dire, au jour le jour, la défense de l'indépendance nationale, dans une Europe en proie au chômage chronique et à la crise, qu'est-ce que cela veut dire pour des travailleurs confrontés aux plans d'austérité mijotés par les commissions de Bruxelles ?

Lorsque le gouvernement de Barre a lancé face à la concurrence japonaise le slogan « *Achetez français* », le Parti communiste a aussitôt répondu : « *Produisons français* ». Et pourquoi pas, bientôt, « *travaillons français* », avec des travailleurs français. Exagération polémique ? Non point. Il y a là une logique implacable. Les syndicats FFTL de la presse ont, par exemple, sauté sur l'occasion : alors qu'ils venaient d'encaisser le vidage par la police des travailleurs du *Parisien* sans autre riposte d'ensemble qu'une manifestation symbolique de la République à l'Opéra, alors qu'ils sont soumis à la pression patronale pour un allongement de la semaine de travail, ils prennent au bond le « *produisons français* » pour demander le rapatriement des travaux d'imprimerie faits en Belgique ou en Italie, par des travailleurs étrangers sur des machines étrangères. Le PCF remise aux oubliettes son opposition initiale au projet Concorde (alors condamné comme un transport de prestige pour des riches au détriment d'une aviation de masse) pour faire chorus avec le gouvernement français dans un hommage tricolore à la technologie française de pointe ; il fait signer des pétitions à tour de bras pour que Concorde atterrisse à New York, comme s'il devait du même coup effacer les défaites de Cerdan et Carpentier, l'humiliation de Fachoda ; mais aucune bataille n'est engagée pour la défense sérieuse de l'emploi des travailleurs de l'aéronautique, dont l'embauche et les salaires ne doivent en aucun cas être associés ou subordonnés aux succès commerciaux de projets

issus de la mégalomanie de technocrates gaullistes. Et si nous avons nous-mêmes soutenu les mobilisations des viticulteurs contre les négociants et l'importation de vins italiens, c'était parce que leur action directe rompait avec une attitude traditionaliste de confiance en l'Etat-providence, parce qu'ils s'attaquaient aux négociants exploiters de l'agriculture, mais en prenant soin d'appeler à la coordination avec les travailleurs agricoles italiens et à la lutte commune.

Le chômage est aux mains de la bourgeoisie un instrument de division de la classe ouvrière, entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, entre hommes et femmes, entre jeunes et moins jeunes, entre Français et immigrés : il est aussi un instrument de division internationale des travailleurs. Au nom de l'indépendance nationale, les travailleurs de la presse seraient-ils appelés à descendre dans la rue pour que les patrons italiens et belges y jettent leurs salariés licenciés ? Et au nom de produire « français », comment prépare-t-on les travailleurs français à lutter au coude-à-coude avec leurs frères de classe immigrés, à les considérer comme une partie intégrante d'eux-mêmes le jour, prévisible, où ils deviendront les boucs émissaires du désespoir des travailleurs et des chômeurs et les victimes faciles du patronat.

La réponse ouvrière à la crise n'est pas dans un sursaut patriotique ou national. Face au chômage, par-delà les frontières, c'est pour la coordination des luttes, pour une campagne européenne pour la semaine de 35 heures sans réduction de salaires qu'il faut constituer un vaste front. Lorsque s'engage une lutte dans un trust ou une branche, c'est à l'internationalisation de la solidarité qu'il faut tendre. Comme dans le cas de la grève du trust Akzo en 1972, où les travailleurs des usines belges, hollandaises allemandes s'étaient coordonnées par télex et téléphone.

Il y a eu des amorces analogues de solidarité lorsque les verriers de Glaverbel en Belgique se sont mis en grève et sont venus manifester devant le siège parisien de leur entreprise. Lorsque les travailleurs de l'horlogerie suisse ont apporté leur soutien à ceux de Lip. Mais il ne s'agit encore que d'embryons, d'amorces de ce qui devrait être. Pour un mouvement de solidarité exemplaire, combien de luttes oubliées, isolées : quel soutien des travailleurs français à ceux de la FASA-

Renault de Valladolid, quels liens organiques, permanents entre ceux de la Fiat de Turin et ceux de la Seat de Barcelone, quelle coordination pour ceux de Robert-Bosch... La centralisation du capital a bel et bien encore quelques longueurs d'avance sur la centralisation et la coordination des travailleurs. Et ce n'est pas en entonnant l'hymne de l'indépendance nationale que ce retard sera comblé au plus vite. Mais, en multipliant les rencontres, les échanges, en menant bataille dans les syndicats pour de réelles organisations de masse par branche, par trust, en réclamant des congrès européens des travailleurs.

Oui, nous sommes pour la suppression des frontières, pour la libre circulation des hommes, des idées, des produits, nous sommes pour une Europe réellement unifiée, surmontant effectivement les antagonismes et les divisions entretenus ou engendrés par la concurrence capitaliste. Mais cette Europe ne peut se faire dans l'intérêt des travailleurs, ne peut abolir la concurrence, que si la propriété privée des moyens de production et l'échange est abolie sur son territoire, que si les États nationaux bourgeois sont démantelés au profit d'un système généralisé d'auto-administration à tous les niveaux, permettant le regroupement volontaire des régions et nationalités à tradition historico-culturelle commune et un développement économique planifié à l'échelle continentale, en fonction des besoins des travailleurs. Contre l'Europe des trusts, que ce soit l'« Europe des patries », l'« Europe ouverte » ou l'Europe communautaire, nous sommes, n'en déplaise à J.-P. Cot pour l'Europe des travailleurs, l'Europe rouge, l'Europe socialiste.

Dans un récent article *C'Inprecor* (10/6/1976), Mandel écrit : « *Du point de vue programmatique, le mot d'ordre des États-Unis socialistes d'Europe est maintenant dépassé par la nécessité de lutter pour les États-Unis socialistes du monde, car les problèmes clés de la politique et de l'économie mondiales, le sous-développement, la faim, la nécessité d'éviter la destruction des ressources naturelles et un anéantissement nucléaire... ne peuvent être résolus que par une économie mondiale planifiée. En tant que parti mondial de la révolution socialiste, la IV^e Internationale doit exprimer consciemment la nécessité de cette planification mondiale et doit construire une*

organisation mondiale gardant à l'esprit cet objectif. Toutes priorités continentales ou régionales doivent être subordonnées à cette priorité stratégique. » Il n'en reste pas moins vrai, comme l'écrivait déjà Trotsky dans les années 1920, dans *l'Internationale communiste après Lénine*, qu'il existe « une échelle d'inégalité pour l'Amérique et une autre pour l'Europe. Les conditions historiques et géographiques ont prédéterminé entre les pays d'Europe des liens organiques si serres qu'ils ne peuvent les défaire. Les gouvernements bourgeois actuels de l'Europe ressemblent à ces assassins attachés à la même chaîne. La révolution en Europe, comme il a déjà été dit, aura en dernière analyse une importance décisive pour l'Amérique (et il faudrait ajouter aujourd'hui pour les pays de l'Est). Mais dans l'immédiat, à court terme, la révolution en Allemagne aura une importance plus grande pour la France que pour les États-Unis d'Amérique du Nord. C'est cette relation imposée par l'histoire qui assure la validité politique du mot d'ordre de la Fédération des soviets d'Europe »

Face aux problèmes que pose le développement inégal du processus révolutionnaire en Europe du Nord et du Sud, la solution n'est pas dans « un compromis géographique » tel que le suggère le CERES. Il s'agirait pour ce courant socialiste de développer une tactique dans trois directions. D'abord

Petite bibliographie

Mandel : *La Réponse socialiste au défi américain* (Maspero)
Le Troisième Âge du capitalisme (UGE) ; notamment le chapitre X dans le tome 2.

Article dans *Imprecor* (notamment les n° du 10/6/1976 et du 11/2/1976).

Poulantzas : *Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui* (Seuil) ; la première partie.

La Crise des dictatures (Maspero).

Revue *Repères*, n° 33, juin 1976 : X^e colloque du CERES, *transition et indépendance*.

Christian Leucate : *Les Contradictions interimpérialistes aujourd'hui*, dans *Critique de l'économie politique*, n° 13/14.

rechercher des alliances à long terme avec les pays du tiers-monde et les pays progressistes du bassin méditerranéen ; ensuite d'établir des ententes conflictuelles avec les pays capitalistes nord-européens ; enfin d'établir en Europe un système de sécurité collective progressivement dégagé des « deux blocs » (cf. *Repères*, juin 1976, p. 57). Il n'y a rien dans tout cela qui rompe avec la logique de la concurrence interimpérialiste dominante sur le marché mondial ou qui attaque le pouvoir étatique de la bourgeoisie. Il n'y aura pas de construction du socialisme dans les seuls pays latins au milieu d'une Europe capitaliste hostile. En cas de situation révolutionnaire dans un des pays d'Europe du Sud, au lieu de « consolider pour avancer » comme aiment à le répéter centristes et réformistes, il faudra avancer pour consolider, donner la priorité absolue à l'extension continentale de la révolution. Et ce n'est pas, à moins de tomber dans le même crétinisme parlementaire que nous reprochons aux réformistes, l'existence d'un Parlement européen qui pourrait constituer un obstacle bien sérieux à la mobilisation des masses. Quant aux mesures préventives (législatives, militaires, policières) que pourrait prendre un tel Parlement nous ne devons pas sous-estimer nous-mêmes les contradictions sur lesquelles buttent la bourgeoisie : elle a un prix à payer à sa propre centralisation ; elle sait qu'à terme, elle favorise par contre-coup une articulation des rythmes, une mise en commun des expériences ouvrières. Et *dans les années à venir des idées comme celle d'une coordination européenne des comités de soldats, d'un mouvement européen des femmes, d'un congrès européen des travailleurs regroupant sans exclusives leurs organisations politiques et syndicales, doivent faire leur chemin.*

Comme l'écrit encore Mandel dans le même numéro d'*Inprecor* : « *L'extension internationale de la révolution socialiste européenne sera très probablement déterminée par la dynamique de la lutte des classes internationale et par les effets produits par la tentative du capital international d'écraser le premier ou les premiers Etats ouvriers en Europe occidentale. Compte tenu du rapport de forces actuel, il est probable que cette tentative prendra la forme d'un blocus économique plutôt que d'une intervention militaire immédiate. Il en découle que le mot d'ordre d'Etats unis socialistes d'Europe a*

une fonction transitoire immédiate contre ces tentatives pour mobiliser le prolétariat des pays capitalistes européens afin de bloquer ces entreprises contre-révolutionnaires et rejoindre les processus révolutionnaires en cours. Toute proposition qui ajouterait des obstacles politiques ou idéologiques sur la voie de l'extension immédiate de la révolution serait contre-productive... » Il ne fait aucun doute à nos yeux que toute forme de réactivation du nationalisme ou d'exploitation d'un vieux fond chauvin au détriment de l'internationalisme prolétarien, de son développement, de l'élévation de sa qualité, de l'approfondissement de sa pratique, multiplierait de tels obstacles.

**(Dossier constitué par D. Bensaid
et J-M. Fressat.)**

*On ne peut pas comprendre les raisons de la crise sans voir
avec le P.C.T.R. AD et leur processus d'implication et encore
plus le reste de la gauche révolutionnaire, et en l'absence des
bilançonnements qui affectent le mouvement ouvrier italien
dans son ensemble.*

*Ces bilançonnements trouvent leurs racines dans le ni-
veau très avancé de l'industrialisation européenne et de classe au
cours des deux dernières années. L'aggravation de la crise
économique et la mise en cause du monopole dérivé des
prix sur le plan de l'Etat font de la situation un problème
pour la gauche de continuer à opérer comme force unique-
ment d'opposition et à mener des luttes qui font en réalité des
implications politiques riches, tout en conservant exclusivement
révolutionnaire. Cette situation lui impose des transformations de
gouvernement, ce qui signifie prendre la direction du proces-*